



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/NGO/85
27 février 2004

ANGLAIS, ESPAGNOL
ET FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

**Exposé écrit* présenté par la Fédération des femmes cubaines, organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[30 janvier 2004]

* Exposé écrit et publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

L'injuste ordre économique international qui gère le monde d'aujourd'hui, le caractère excluant de la mondialisation néolibérale, la privatisation des services et l'application de politiques d'ajustement structurelle ont lancé la plupart des habitants de la planète dans la pauvreté et l'indigence, dont les plus touchés sont les femmes et surtout les enfants et les adolescents.

Des milliers d'enfants vivent dans des zones de conflits armés et subissent ses effets doublement, car ils sont victimes directes des guerres, ou ils restent orphelins à cause de celles-ci. Ils sont utilisés pour la traite d'organes sans scrupules et deviennent victimes de l'exploitation, le commerce sexuel et la violence.

Les attentats terroristes du 11 septembre ont marqué le début d'une guerre sans sens, sous des faux prétextes, qui a mis en danger toute l'humanité.

Les Etats Unis continuent la construction d'armements de plus en plus sophistiqués, qui ont fait disparaître des centaines d'enfants innocents, et dont les coût auraient pu sauver de la faim et la misère tous les habitants de la planète.

Une seule bombe a tué 2000 enfants qui se trouvaient dans un abri en Irak. Porte bombes sans pilote ont assassiné des milliers d'enfants yougoslaves. Des bombes géantes ont détruit des milliers de maisons avec des femmes et des enfants dedans en Afghanistan.

La pandémie du SIDA en un des maux qui affectent l'humanité. Plus de 13 millions d'enfants sont resté orphelins à cause de cette maladie, qui a causé la mort de 4,3 millions de jeunes de moins de 15 ans.

Le travail infantin est une des pires formes d'esclavage actuel, il devient un facteur de reproduction inter-générationnel de la pauvreté, dû à la perte d'éducation. Aujourd'hui, 200 millions d'enfants travaillent. Ils recevront une moyenne de 20% moins de revenus pendant leur vie adulte. Selon la CEPAL, un sur quatre adolescents qui travaillent assiste à l'école. Seul en Amérique Latine il y a entre 15 et 20 millions d'enfants de moins de 15 ans qui sont des travailleurs.

A Cuba, dont la population subit les conséquences du blocus économique, commercial et financier depuis plus de 40 ans, impose par le gouvernement des Etats Unis, contre toutes les lois internationales et la volonté de 179 pays, et malgré le manque de ressources économiques, on a atteint des indicateurs qui nous placent à l'avant-garde des pays en développement. Notamment aux domaines de la santé et l'éducation. C'est le résultat d'une vraie volonté politique et d'une participation sociale consciente de tout notre peuple.

L'enfance dans notre pays est une priorité pour le projet social cubain. A Cuba l'éducation des enfants est gratuite et universelle à tous les niveaux du système, sans aucune distinction et dans les mêmes conditions pour tous.

UNICEF a reconnu que la majorité des buts fixés par le Sommet en faveur de l'Enfance ont été atteints à Cuba. Par exemple:

- Mortalité infantine: 6,3 x 1000 nés vivants
- Mortalité maternelle: 33,9 x 100 000 mille nés vivants
- Accouchements institutionnalisés: 99,9 % depuis 1997
- Couverture d'immunisation: 99,5%, contre 13 maladies prévisibles par vaccines

Cuba a démontré qu'avec un bas niveau de développement il est possible de créer une société juste et équitable. Les programmes Sociaux Priorités qui ont lieu dans notre pays constituent une vraie révolution dans l'éducation, la santé et la culture.

- 567 salles de classe ont été bâties en 98 écoles pour atteindre un maximum de 20 élèves par professeur dans les écoles primaires et de 15 élèves dans les écoles secondaires.
- Les Cours de Formation Intégrale pour jeunes sont une expérience qui met en place l'emploi d'étudier. 107 302 étudiantes y sont inscrits dont 30 mille font déjà des études supérieures.
- L'universalisation de l'éducation supérieure s'étend jusqu'à toutes les municipalités. 146 913 élèves étudient dans 732 sièges partout dans le pays.

Plus de 15 000 travailleurs sociaux travaillent dans tout le territoire, qui, avec l'effort d'étudiants et d'autres professionnels accomplissent des tâches importantes telles que:

- Prendre soin des enfants ayant déficit nutritionnel,
- Aider les jeunes de 16 à 26 ans qui n'étudient pas ou qui ne travaillent pas,
- Prendre soin des enfants qui demandent un enseignement spécial et des personnes handicapés.

Dans le cadre des programmes visés au développement de la culture et d'une formation générale intégrale, 16 mille élèves sont aux écoles d'instructeurs d'arts.

Mais il y a cinq familles cubaines qui ne peuvent pas jouir de ces droits parce qu'elles sont éloignées injustement et arbitrairement de leurs fils : René González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero y Fernando González. Ils sont des patriotes cubains qui se trouvaient à Miami essayant d'arrêter les actions terroristes qui sont conçues là-bas contre le peuple cubain, ses femmes et ses enfants.

Le gouvernement des Etats Unis a personnalisé sa haine contre ces hommes. Il empêche qu'une petite fille de cinq ans visite son père. Ivette González, fille de René González, n'a pas pu

partager avec son père aucun moment de cette précieuse partie de sa vie, car les autorités nord-américaines refusent de donner le visa à sa mère pour l'accompagner. Le peuple cubain, dans sa champagne pour la liberté de ces cinq frères, demande la possibilité que ces enfants puissent vivre avec l'amour et la compagnie de leurs pères.

Nous voulons que nos enfants grandissent dans un monde meilleur, où ils puissent jouir du droit inaliénable à la vie, à l'éducation, à la santé, à un développement plus juste et équitable.
